



TRANSPORTS:

LA FUITE EN AVANT DU TOUT ÉLECTRIQUE ?

RENAULT TRUCKS

npacaenaglo@gmail.com – juin 2021

Le secteur de l'automobile est en pleine restructuration. Le gouvernement veut passer à la voiture électrique et les constructeurs suivent, empochant des milliards d'euros de subvention. Ils en profitent pour restructurer l'outil industriel. Avec une alimentation par batterie ou par pile à hydrogène, le camion pourrait suivre, y compris pour des trajets de longue distance.

Le choix du gouvernement français est le même que celui des autres principaux pays en Europe et que celui des USA de Biden. Les aides aux particuliers, en fait des subventions indirectes aux constructeurs, soutiennent la croissance du marché.

Les gouvernements ne prennent pas le tournant vers les transports en commun (dont le rail) mais veulent remplacer les véhicules essence ou diesel par autant de véhicules électriques. Pour produire l'électricité supplémentaire dont aurait besoin le parc de véhicules électriques, le gouvernement français compte construire de nouveaux réacteurs nucléaires EPR. Le premier EPR, celui de Flamanville, n'est pas encore en fonctionnement et est déjà un désastre financier.

Fuite en avant

Avec le réchauffement climatique qui se poursuit, le capitalisme a mis la planète au bord d'une crise sans précédent. Les transports sont responsables de 30 % des émissions de gaz à effet de serre, plus de la moitié provenant des véhicules individuels, 20 % des utilitaires et 20 % des poids lourds. La « solution » des gouvernements est une véritable fuite en avant : continuer de produire plus, avec des véhicules électriques, avec plus d'énergie, produite y compris avec des technologies dangereuses et produisant des déchets dont on ne sait que faire.

L'autre choix serait celui des **transports en commun**, avec des réseaux denses en ville, confortables et gratuits, et plus de trains reliant les villes. Avec l'objectif de rendre inutile l'utilisation de la voiture individuelle dans de nombreuses situations, de baisser la consommation d'énergie pour entrer dans une société de sobriété.

Les constructeurs trouvent leur compte dans la relance de l'industrie automobile électrique : les marges sur les véhicules électriques ou hybrides sont plus élevées que sur des véhicules essence ou diesel. Ils prennent le

tournant en délocalisant des productions voire en fermant les fonderies travaillant pour eux. De plus, le montage de véhicules électriques exige moins d'emplois. Les actionnaires sont gagnants sur toute la ligne !

Résistances

Les luttes des fondeurs pour le maintien des emplois de la filière auto se multiplient. A Caudan, dans le Morbihan, la Fonderie de Bretagne dont le groupe Renault veut se débarrasser est bloquée par la grève, pour le maintien dans le groupe et pour pérenniser l'activité. A l'initiative de la CGT du groupe voyageur TUI et d'autres syndicats, une **manifestation nationale contre les licenciements est prévue à Paris le 19 juin**, avec le soutien du NPA et d'autres partis. La coordination des luttes pour l'emploi est nécessaire pour créer un rapport de force à même de faire reculer gouvernement et patronat sur les plans de restructuration.

Le camion, prochaine étape ?

Le camion électrique n'est pas sur le point de remplacer les véhicules lourds actuels. Mais les constructeurs y travaillent, sous la contrainte de l'évolution des normes. Des véhicules électriques sortent déjà des chaînes. Quand ils seront prêts, les grands groupes Volvo, Mercedes-Benz, Scania... pourraient annoncer les mêmes plans de restructuration que dans le véhicule individuel pour produire autant de camions avec moins de salarié.e.s, même si, pour l'instant, les profits sont élevés et qu'ils n'ont pas de raison immédiate de changer de modèle économique. En prévision des changements à venir, ils réclament des « aides » aux gouvernements, notamment pour l'installation des points de recharge en hydrogène. Par ailleurs, les annonces gouvernementales sur le fret ferroviaire ne concernent

qu'une toute petite partie de l'activité et ne mettent pas en cause la suprématie du camion.

Ne pas les laisser décider pour nous

Pour les salariéEs, les choix à long terme ne sont pas simples. Les débats ne sont pas faciles à trancher. Au moins faut-il les mener, avec la population, avec les associations, et **ne pas attendre que les patrons décident pour nous**. Pour faire les bons choix, en respectant les contraintes environnementales tout en refusant tout sacrifice social, une large alliance sociale contre le patronat est possible pour imposer plusieurs exigences :

➤ Continuer à transporter des marchandises d'un bout à l'autre de la planète est un non-sens : **il faut produire sur place ce dont on a besoin**.

➤ **Il faut arrêter de transporter des marchandises en détruisant petit à petit la planète en émettant des gaz à effet de serre** : le rail est une **alternative**, pas seulement pour les personnes, également pour le fret. Reste à voir quelles parts respectives pourraient prendre rail et transport routier « propre ».

➤ Pour les salarié.e.s, il est hors de question de payer les pots cassés au nom de la transition écologique. **Pas de suppression d'emploi, pas de fermeture d'usine**, que ce soit au nom de l'environnement ou pas !

➤ S'il faut **reconvertir des activités**, parce qu'il faut supprimer des productions nuisibles ou devenues inutiles, que ce soit sous le **contrôle des travailleurs**, les mieux à même de mener cette reconversion, **en faisant payer patrons et actionnaires** qui s'enrichissent sur notre dos en polluant depuis des années, et en réduisant la durée du travail.



APPEL NATIONAL À MANIFESTATION CONTRE LE RACISME ET LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE LE 12 JUIN

« Depuis maintenant plusieurs mois nous constatons un climat politique et social alarmant. S'allier avec l'extrême droite ou reprendre ses idées ne constituent plus un interdit. Les propos et actes racistes et sexistes au travail et dans la vie se propagent. Les attaques contre les libertés et les droits sociaux s'accroissent gravement. Dans ce contexte politique, économique, social et sanitaire les injustices explosent et génèrent une forte misère sociale.

Plusieurs lois liberticides organisent une société autoritaire de surveillance et de contrôle qui empêcheraient d'informer sur des violences policières, déjà trop importantes. De plus, si certaines de ces lois stigmatisent une partie de la population en raison de sa religion, d'autres en ciblent en raison de leur activité militante.

(...) Nous ressentons toutes et tous l'urgence de construire une réponse forte et unitaire qui dessine l'alliance des libertés, du travail et d'un avenir durable.

Face à ce climat de haine, raciste et attentatoire aux libertés individuelles et collectives, nous avons décidé collectivement d'organiser le samedi 12 juin une première grande journée nationale de manifestation et de mobilisations qui se déroulera localement (...) »

Appel unitaire de plusieurs syndicats (CGT, union syndicale Solidaires, FSU...), de parti politiques (NPA, France Insoumise, Ensemble...) et de nombreuses associations (Ligue des Droits de l'Homme, ATTAC...).

À CAEN : 15H PLACE GAMBETTA

